

Algeria watch – 17 déc

Le commandant en chef de l'USAFRICOM à Stuttgart parle de l'Algérie : Equipements militaires, terrorisme, renseignement

par Ghania Oukazi

Les Etats-Unis vont fournir à l'Algérie des équipements pour désamorcer les engins explosifs improvisés (EEI) ainsi que des MRAP, véhicules blindés conçus pour résister aux explosifs en question.

Ce sont les deux plus importants responsables de l'USAFRICOM (le Commandement américain pour l'Afrique) qui ont déploré le sujet devant des journalistes algériens et mauritaniens en visite pour une semaine, au siège du commandement à Stuttgart. Il est vrai qu'ils ont été avares d'informations et de déclarations à ce sujet, mais chacun de son côté, a délivré des bribes sur des requêtes algériennes d'achat d'équipements et d'armement, comme pour que chacun complète les déclarations de l'autre.

C'est donc au cours d'un point de presse d'une heure, organisée vendredi dernier au club « Kelley » situé au siège de l'Africom à Stuttgart, que le général David Rodriguez a répondu à des questions de journalistes algériens et mauritaniens. Le commandant en chef de l'Africom a été très concis dans ses réponses. Interrogé sur la possibilité de l'Algérie d'acquérir des équipements militaires des Etats-Unis, il dira sans hésiter qu'il n'est pas au courant de l'existence -ou non- d'une telle demande. Mais il lâchera plus loin que « la majorité des pays africains formulent des demandes avec des points précis comme l'acquisition de techniques de commandement et de contrôle des communications, du renseignement ainsi que des avions de surveillance. » Il expliquera alors que « le renseignement exige les efforts de tous » pour indiquer encore que « les Africains veulent aussi acquérir des moyens qui permettent à leurs troupes de se déplacer. » Le général Rodriguez affirmera enfin, qu'à l'instar de beaucoup de pays africains, « l'Algérie a demandé à acheter des équipements pour pouvoir désamorcer les engins explosifs improvisés (EEI).» Une information confirmée quelques minutes avant par le général de corps d'armée, Steven Hammer, commandant-adjoint des opérations à l'Africom depuis août 2013, qui avait lui aussi rencontré les journalistes au même endroit. Il avait déclaré ainsi, que l'Algérie a fait une demande d'achat d'équipements techniques et militaires et de MRAP, des véhicules blindés conçus pour résister aux engins explosifs improvisés et aux embuscades.

DES DRONES AMERICAINS POUR L'ALGERIE ?

L'une dans l'autre, ces informations viennent quelque part confirmer les échos d'une signature récente par le gouvernement algérien de la lettre d'offre que les Américains lui ont soumis après qu'ils ont accepté sa requête d'achat. Les deux pays ont donc trouvé un compromis, le premier -les Etats-Unis- par son abstention d'imposer à l'Algérie des conditions drastiques avant de lui vendre des équipements militaires et le second -l'Algérie- par son acceptation du contenu des clauses du contrat dans pareille transaction. L'on sait que pendant longtemps, les Américains ont refusé de céder dans ce genre de commerce en exigeant du pays demandeur de prouver qu' « il ne retourne pas les armes achetées contre son peuple et qu'il respecte les droits de l'homme. » Bien qu'il n'existe pour l'heure aucune précision sur ce dossier, l'on pourrait penser que les Etats-Unis ont aussi accepté de vendre des drones à l'Algérie après que leur gouvernement a signé la requête qu'elle lui a adressée en 2012. L'on dit que l'accord concerne aussi l'achat par l'Algérie d'un stock d'équipements

et d'armement que le Commandement pour l'Afrique l'a en surplus. Le contrat global attend d'être ratifié par le Sénat américain.

Le Commandant en chef de l'Africom fera savoir que ses personnels ont de l'expérience en expertise des techniques de désamorçage des explosifs. Il est possible qu'il se rende en Algérie au début de l'année prochaine pour se renseigner sur « les besoins du pays en matière de sécurité notamment celle des frontières avec tout ce qui se passe là-bas et les défis et menaces qui pèsent sur la région. » Pour ce qui est de son déplacement en Algérie, il n'avait donné aucune date mais il a interrogé son aide de camp qui lui faisait face lors de la conférence de presse pour lui en faire la précision.

Celui-ci avait lancé «début de l'année prochaine » sans trop de conviction.

Le général Rodriguez précise néanmoins, que durant cette visite, « il ne s'agira pas seulement de discuter sur les questions de sécurité et des moyens de l'assurer mais d'écouter pour en connaître précisément les besoins.» Il insistera beaucoup sur la nécessité de l'échange du renseignement entre l'Africom et les pays africains. «Le renseignement doit être collecté, partagé, analysé et intégré dans le système de sécurité», a-t-il recommandé. La sécurité inclut, selon lui, la lutte contre le terrorisme, les narcotrafiquants (de l'Amérique latine au Golfe de Guinée), le crime transnational... Il estime que « l'action militaire n'en est pas la solution mais en constitue une partie. » Il appelle à « des efforts globaux de l'ensemble des partenaires de l'Africom, des réformes de leur justice, de l'éducation et la mise en œuvre de programmes de développement économique. » Ce sont, juge-t-il « des problèmes complexes pour la solution desquels il faut une approche inclusive de tous nos partenaires.»

Le Commandant en chef de l'Africom notera que « nous pouvons pour cela, jouer un rôle d'appui auprès des autorités locales africaines. » Pour lui, le véritable danger vient de l'Afrique de l'Est. « C'est notre priorité, nous accordons de l'aide à l'UA et aux institutions régionales pour trouver des solutions aux crises de cette région. » Ceci n'empêche pas que « l'Africom essaie d'aider du Mali à la Libye pour développer des structures sécuritaires efficaces». La Mauritanie a déjà, selon lui, bénéficié d'un entraînement de ses troupes par l'Africom au titre de la lutte antiterroriste. Il indiquera que le Commandement américain pour l'Afrique a commencé à aider à transporter les troupes en Afrique centrale pour, a-t-il dit, «éviter un désastre».

Le fait que le siège de l'Africom se trouve à Stuttgart alors qu'il est destiné à l'Afrique ne pose, selon lui, aucun problème. « On reste convaincu que le fait qu'il soit ici est un bon choix », a-t-il dit. Evidemment, avoue-t-il, «des responsables ont réfléchi sur les possibilités de l'installer quelque part en Afrique mais la majorité a voulu qu'il soit à Stuttgart; on est sur le même fuseau horaire que l'Afrique et les distances qui nous séparent ne sont pas très grandes. Je crois que nous allons rester ici pour longtemps.»

«ON CHERCHE TOUJOURS DES OCCASIONS POUR TRAVAILLER AVEC L'ALGERIE »

Le général de corps d'armée, Steven Hammer, commandant-adjoint des opérations de l'Africom, a qualifié l'Algérie et la Mauritanie de « pays importants pour la paix dans la région. » Il fait savoir que « l'Africom utilise 5000 personnes pour dialoguer avec les pays de la région, c'est peut-être peu par rapport à l'immensité du continent africain. » Il indiquera que « l'Algérie a participé dans des opérations Flintlock aux côtés des forces spéciales Usafricom. « On cherche toujours des occasions pour travailler avec l'Algérie, » dira-t-il.

Information confirmée plus tard par Benjamin Benson, directeur des relations avec les médias, qui précisera que « le partenariat de l'Africom avec l'Algérie repose sur la professionnalisation de son armée, la formation de ses troupes, l'échange du renseignement, des exercices et manœuvres dans le cadre des opérations navales Phoenix Express, pour la lutte contre le trafic illicite en Méditerranée et des opérations Flintlock (entraînement militaire terrestre multilatéral) au même titre que la Mauritanie.» L'Algérie fait partie, selon lui, du réseau trans-Sahara, concerné par la lutte antiterroriste.

Interrogé sur l'attaque de Benghazi en Libye, le général de corps d'armée avouera que « nous en avons tiré une leçon pour ce qui est de l'immensité du continent africain parce qu'on évalue toujours les distances pour pouvoir intervenir rapidement. » A propos des guerres perdues et inutiles menées par les Etats-Unis, à l'évocation de l'Irak et de l'Afghanistan, il lâchera « parfois, je préfère de beaucoup être à la maison. » Mais, tente-t-il d'expliquer, « nous avons des défis, nous avons tiré de grandes leçons, c'est difficile de dire que ce sont des guerres perdues ou gagnées.» En ce même jour et au même endroit, les journalistes ont essayé de discuter avec le soldat le plus gradé de l'Africom, le sergent-major Devin J. Bohn qui ne semblait pas très inspiré pour répondre à leurs questions. On retiendra juste une précision de sa part à savoir que «l'armée algérienne pourrait peut-être penser à intervenir en dehors de ses frontières pour mieux préserver les intérêts de son pays. »
